

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**Département de l'Eure**

Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge

Séance du 25/03/2025

Date de convocation : 11/03/2025

Effectif légal du conseil de communauté : 69

Nombre de délégués en exercice : 69

Le 25 mars 2025 à 16 heures 00 minutes, s'est réuni à Lieurey, le conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge légalement convoqué, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Etaient présents : E. VIQUESNEL - P. BUCAILLE - JL. HIE - B. LETELLIER, suppléant de F. JOURDAN  
G. LARCHER - JC. TOUTAIN - S. HUNOST - R. LAFFAY - V. LEBOCEY - MP. LEBLANC - M. CARON -  
R. LEGAY - H. MORIN - JN. JOUBERT - P. LEGROS - J. VERGER, suppléant de P. MARMION - D.  
TREFOUEL - T. PARREY - JP. FAUVILLE - J. DUVAL - C. JOUAS - M. MORDANT - A. VALENTIN - G.  
SEBIRE - JP. ELOU - C. VERKINDER - M. PARIS TOUQUET - P. TOUZE - F. DELABRIERE - M.  
DESCHAMPS - P. LEROUX - S. BREMS - JC. TESTU - B. LAUNAY - D. DELABRIERE - J. ENOS - AL.  
DENIS, suppléante de M. LAUNAY - L. VERMEULEN - F. CHARTIER - J. DUCLOS - J. GARANCHER -  
JC. BEAUCHE - JC. QUESNOT - E. LEROUX - S. DUVAL - J. HAMELET - J. DORLEANS - C. THILLAYE  
AM. ROELENS - J. LESAULNIER - JF. DRUMARE - C. LEFEBVRE - R. PEUFFIER - JP. CAPON - C.  
FAMERY - G. PARIS - M. BREQUIGNY - MF. LARROUELLE - J. VAREA-NAVARRO - MA. RABEL.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

N. THURET ayant donné pouvoir à R. LAFFAY  
C. VILLEY ayant donné pouvoir à MP. LEBLANC  
G. LAINEY ayant donné pouvoir à S. BREMS  
H. RICHARD LECUYER ayant donné pouvoir à M. BREQUIGNY  
V. CAREL ayant donné pouvoir à G. PARIS

Absents excusés : F. JOURDAN - P. CAUCHE - K. TILMANT - C. MESNIERES - P. MARMION - F.  
LESIMPLE - M. LAUNAY.

Délibération n° 2025/003

---

**SPANC**

**Autorisation de signature de protocoles transactionnels**

*Vu le code général des collectivités territoriales ;  
Vu le code civil, et notamment ses articles 2044 et suivants ;*

Monsieur la Président expose à l'assemblée que, dans le cadre des contrôles des installations d'assainissement non collectif réalisés par le Service Public d'Assainissement Non Collectif, des conflits peuvent apparaître en cas d'erreur d'évaluation du service.

Afin de régler ces conflits à l'amiable, la collectivité à la possibilité d'établir un protocole transactionnel, ce dernier organisant les modalités de règlement du litige.

Pour régler ces litiges dans des délais raisonnables, Monsieur le Président propose à l'assemblée de lui donner la possibilité de signer ces protocoles dans la limite d'un montant de 10 000 Euros au maximum par protocole.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire :

- Accepte la proposition du Président,
- Donne délégation au Président pour la signature de protocole transactionnel dans la limite d'un montant de 10 000 Euros au maximum par protocole.

Copie conforme au registre des délibérations dûment signé.

Le 1<sup>er</sup> Vice-Président

E. LEROUX

